

les producteurs de matières premières du Tiers-Monde reçoivent des prix équitables pour leurs exportations; mais si nous y consentons, il m'apparaît raisonnable que ces producteurs reconnaissent à leur tour combien le mieux-être économique des Canadiens dépend lui aussi de l'exportation de produits de base. Et si les pays en voie de développement veulent que nous prenions en considération leurs intérêts à titre de consommateurs de céréales, disons, alors peut-être devraient-ils eux-mêmes se rappeler que les Canadiens sont de grands consommateurs de sucre, de café et d'autres produits tropicaux.

D'aucune répliqueront: pourquoi faut-il qu'il en soit ainsi? Ces pays ne sont-ils pas incomparablement plus pauvres que nous? Ne sommes-nous pas suffisamment riches, suffisamment développés pour à la fois épauler le Tiers-Monde et veiller à nos intérêts nationaux?

En théorie, ce raisonnement a peut-être quelque mérite; mais dans "le monde ordinaire", comme on dit chez nous, ce raisonnement ne fait guère avancer les choses. Aucun Gouvernement du Canada ne pourra modifier ses politiques économiques en faveur des pays en voie de développement, à moins qu'il n'ait l'appui de l'électorat canadien; et l'électorat canadien est composé de travailleurs et d'agriculteurs du Québec, des Maritimes, des Prairies et des autres régions du pays. Tous ces citoyens n'appuieront certainement pas de nouvelles politiques, si celles-ci les privent du jour au lendemain de leur gagne-pain; mais je crois que ces citoyens consentiraient volontiers à des réaménagements de l'économie canadienne qui feraient graduellement place dans nos marchés aux produits manufacturés du Tiers-Monde, qui permettraient graduellement aux pays en voie de développement d'accroître les recettes qu'ils tirent de l'exportation de matières premières, et qui convertiraient graduellement les régions canadiennes touchées par ces réaménagements à de nouvelles activités industrielles, qui refléteraient souvent mieux les véritables avantages commerciaux du pays et dont les produits pourraient être exportés en retour au Tiers-Monde.

Que ressortira-t-il des études présentement en cours? Très franchement, je ne saurais le prédire. Le comité interministériel qui en est chargé n'existe que depuis quelques mois; ses travaux préliminaires ne sont pas encore complétés. Cependant, je puis vous dire que l'ampleur des modifications que nous pourrions apporter à nos politiques économiques pour les rendre plus conformes aux réalités du développement international dépendra d'un très grand nombre de facteurs. Elle dépendra, en premier lieu, de la conjoncture économique internationale, puisqu'une reprise de la croissance dans le monde gonflerait la production et les exportations au Canada et permettrait à l'économie canadienne de s'adapter plus facilement à